SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 4 MAI 1900.

Rapport de la Commission de la Guerre chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1900.

(Voir les nos 112, X, session de 1898-1899, 6, X, 103 et 117, session de 1899-1900, de la Chambre des Représentants ; 75, session de 1899-1900, du Sénat.)

Présents : MM. le Comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, Vice-Président ;
DE KERCHOVE D'EXAERDE, le Baron JOLLY et le Comte CHARLES VAN DER
BURCH, Rapporteur.

MESSIEURS,

Par suite des amendements successifs apportés au Budget primitif pour l'exercice 1900, les crédits demandés ont subi une majoration sur ceux correspondants de l'année 1899 :

Pour les dépenses ordinaires, de fr.	468,665 25
Pour les dépenses exceptionnelles, de	961,518 45
Total . . . fr.	<u>1,430,183 70</u>

* * *

L'ensemble du Budget définitif se décompose comme suit :

Pour les dépenses ordinaires fr.	49,057,700 49
Pour les dépenses exceptionnelles	5,270,253 20
Total . . . fr.	<u>54,327,953 69</u>

* * *

Les charges *ordinaires nouvelles* se justifient par les augmentations de traitement, conséquence de la loi votée le 26 juin 1898, fr. 200,338 67
par une augmentation de fr. 12,000 »
apportée à l'article 2, sur la proposition de M. Carton de Wiart ; ainsi que par diverses indemnités, dépenses pour les munitions de la garde civique, etc., détaillées dans le rapport fait au nom de la Section centrale de la Chambre, par l'honorable M. Delvaux. (1) . . . fr. 180,805 04
(Art. 5, 10, 11, 13, 20, 22^a, 27^a, 33^a et 6.)

(1) Chambre des Représentants n° 103. séance du 15 mars 1900.

Enfin, par des amendements déposés par le Gouvernement, le 30 mars dernier (2), les crédits demandés pour les dépenses ordinaires présentent sur le poste correspondant du budget amendé, une augmentation de fr.

75,521-54

Désireux de s'assurer de bons sous-officiers, le Gouvernement a jugé opportun de leur créer « une situation pécuniaire plus avantageuse en même temps qu'une position plus relevée qui leur procure plus de prestige, d'autorité et de considération. » Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement a créé des grades de 1^{er} maréchal de logis chef, de 1^{er} sergent-major, de maréchal de logis chef et de sergent-major ; destinés aux sous-officiers comptant au moins huit années de service.

De plus, le Gouvernement se propose de créer une décoration militaire de première classe à laquelle serait attachée une haute paie de 30 centimes par jour.

La réalisation de ces diverses mesures nécessite des demandes de crédits réparties comme suit :

Au chapitre II du budget.

Traitements, solde et accessoires des troupes.

Art. 10. Infanterie fr.	47,746 56
Art. 11. Cavalerie	11,902 04
Art. 12. Artillerie	10,043 28
Art. 13. Génie	1,871 54
Art. 14. Bataillon d'administration	1,682 04

Au chapitre VII :

Art. 24. Pain, viande, fourrages en nature, une augmentation de fr.	1,383 96
et à l'article 26. Habillage des troupes, renouvellement des harnais de la cavalerie	892 12
Total de l'augmentation. fr.	75,521 54

Le total des charges ordinaires nouvelles se montera donc, en suite de ces nouvelles mesures, à fr. 468,665-25.

* *

Les dépenses exceptionnelles figurent au budget amendé pour fr. 4,550,732 72

Elles sont détaillées au chapitre XI sous les numéros :

34. Construction d'un nouvel arsenal à Anvers fr.	20,532 72
35. Construction d'une église au camp de Beverloo	200,000 »

(2) Voir document de la Chambre des Représentants n° 117, séance du 3 avril 1900.

36. Artillerie de place fr.	1,000,000	»
37. Routes militaires de Liège et de Namur et réseaux téléphoniques dans ces positions	350,000	»
38. Confection de harnais de réserve pour le pied de guerre.	50,000	»
39. Armement.	2,700,000	»
40. Acquisition de lanternes de campagne pour les troupes d'infanterie	42,000	»
41. Agrandissement de la fabrique de conserves militaires à Anvers.	188,200	»
Total. . fr.	<u>4,550,732</u>	72

Par sa lettre du 6 février 1900 à M. le Président de la Chambre, M. le Ministre des Finances, d'accord avec son honorable collègue de la Guerre, propose les amendements suivants :

A l'article 34 précité, une majoration de fr. 204,520 48
par deux articles nouveaux :

Art. 42. Complément d'armement et acquisitions relatives aux services de tir et d'éclairage électrique dans les ouvrages de la Meuse 350,008 »

Art. 43. Construction d'une nouvelle boulangerie militaire, à Namur. 75,000 »

719,520 48

Total pour les dépenses exceptionnelles. fr. 5,270,253 20

M. le Ministre de la Guerre fait remarquer que les amendements relatifs aux articles 34, 42 et 43, et qui font l'objet de sa lettre du 6 février dernier, « sont en réalité des transferts à l'exercice 1900, de crédits ou de reliquats » de crédits figurant au Budget pour l'exercice 1899 et que des circonstances indépendantes de la volonté du Gouvernement n'ont pas permis d'employer ».

En ajoutant à l'augmentation des crédits demandés au Budget amendé, pour les dépenses exceptionnelles, les crédits qui font l'objet des articles 34, 42 et 43 précités, on trouve un total de fr. 961,518 45 qui représente la majoration définitive pour cette catégorie de dépenses.

*
* *
*

La loi du 26 juin 1899 a eu pour conséquence, d'apporter des modifications, peu importantes, du reste, dans les effectifs des officiers, de la troupe et des chevaux.

Ces différences sont détaillées comme suit :

Intendance.

	Effectifs pour 1899.	Effectifs pour 1900.
Officiers	44	39
Chevaux	18	21

Service de santé et des hôpitaux.

Officiers	74	95
---------------------	----	----

Cavalerie.

Officiers	368	370
Troupe	3,760	3,762

(Arrêté royal du 3 décembre 1898.)

Artillerie.

Officiers	625	630
---------------------	-----	-----

Génie.

Officiers	151	152
---------------------	-----	-----

Bataillon d'administration.

Officiers	80	78
Troupe	994	969

Il est à noter que les officiers des services auxiliaires affectés aux corps de troupe (médecins, vétérinaires, payeurs) sont compris dans les effectifs des différentes armes.

* * *

La Chambre a voté le projet de loi dans sa séance du 4 mai 1900 par 71 voix contre 45 et 5 abstentions.

Votre Commission, Messieurs, a également l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
Comte CHARLES VAN DER BURCH.

Le Vice-Président,
Comte DE BERGEYCK.